Document generated on 08/06/2025 3:30 p.m.

L'Inconvénient

L'INCONVÉNIENT
littérature, arts et société

La fatigue linguistique du Québec français

Louis Cornellier

Number 70, Fall 2017

Faudra-t-il toujours lutter pour le français ?

URI: https://id.erudit.org/iderudit/86910ac

See table of contents

Publisher(s)

L'Inconvénient

ISSN

1492-1197 (print)
2369-2359 (digital)

Explore this journal

Cite this article

Cornellier, L. (2017). La fatigue linguistique du Québec français. *L'Inconvénient*, (70), 20–23.

Tous droits réservés © L'inconvénient, 2017

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

LA FATIGUE LINGUISTIQUE DU QUÉBEC FRANÇAIS

Louis Cornellier

> Non ! confrère, croyez-moi, ce ne sont pas les fruits qu'il faut soigner : c'est l'arbre ; ce n'est pas notre langage : c'est la mentalité qui le produit.
> *Jules Fournier*
>
> Je sais aussi des gens qu'irritent ces histoires de français où ils subodorent quelques vieux relents de la droite nationaliste d'antan.
> *Fernand Dumont*

Ne comptez pas sur moi pour dire que le débat sur la qualité du français au Québec est dépassé, voire insignifiant, et que tout va bien. Non. Toutefois, j'ai plus important à vous dire d'abord.

Dans une petite ville de Lanaudière, en ce gris printemps, je passe près d'un gymnase où des élèves du secondaire s'activent pendant un cours d'éducation physique. Pour stimuler leur ardeur à l'effort, on fait jouer des succès musicaux anglo-mondialisés. Dans le cégep de la même ville, les finissants du programme de musique professionnelle reprendront des pièces des Beatles et de Pink Floyd lors du grand spectacle soulignant l'obtention de leur diplôme. Dans les restaurants, bars et commerces de cette petite agglomération entièrement francophone, la musique d'ambiance est très généralement en anglais.

En 1984, à l'âge de quinze ans, j'ai couru mon premier vingt kilomètres lors d'un grand événement sportif. Au départ de la course – je suis encore ému en y pensant –, un reel de la Bottine souriante rythmait la cadence des milliers de coureurs. Plus de trente ans plus tard, je participe à trois événements du même genre. Pendant ces trois jours, je devrai supporter, en guise de fond sonore, du « boum boum » en anglais, le même qui assomme les soirées entre amis, les fêtes de quartier et les partys de bureau.

En faisant l'épicerie, sur un air de Phil Collins, je croise une de mes anciennes élèves, qui étudie maintenant en sexologie dans une université montréalaise francophone. « Presque tous les textes théoriques qu'on nous fait lire sont en anglais », me confie-t-elle. Si on ne peut plus parler sérieusement de sexe en français, je vous laisse deviner en quelle langue on apprend la physique, le génie et la médecine dans nos universités. De retour chez moi, je lis dans *Le Devoir* que seulement les deux tiers des travailleurs québécois utilisent généralement le français au travail. Les films québécois et français que je regarde, dans les jours suivants, s'accompagnent tous de chansons en anglais.

Devant ce tableau que je souhaiterais avoir inventé, on pardonnera, je l'espère, au lecteur que je suis d'avoir pensé à Fernand Dumont et à Gabrielle Roy. « Depuis longtemps, écrivait le premier dans *Raisons communes* (Boréal, 1995),

notre langue se folklorise. » Comment pourrais-je lui donner tort quand je constate, vingt ans plus tard, que, pour se motiver à l'effort physique, pour fêter, pour étudier, pour créer et pour travailler, l'anglais s'impose comme une évidence ? « De plus en plus, s'attristait Dumont, se dessine la conviction, pour beaucoup de francophones, que la science est américaine. » Pas juste la science, Fernand, malheureusement. Tout ce qui compte, ou presque, est en train d'y passer.

À moi, c'est le cri du cœur de Gabrielle Roy qui s'impose. « Quand donc, écrit-elle au début de *La détresse et l'enchantement* (Boréal, 1984), ai-je pris conscience pour la première fois que j'étais, dans mon pays, d'une espèce destinée à être traitée en inférieure ? »

Voyez-vous, maintenant, pourquoi je ne vous parlerai pas d'abord de la qualité de la langue ? « Comment ne comprenez-vous pas que tout ce fourmillement de barbarismes, solécismes, anglicismes, etc., en quoi réside pour vous le foyer même du mal, n'en est en réalité que la manifestation ? que ces défauts de notre langage ne sont que les effets, tout superficiels, de causes profondes ? » demandait déjà Jules Fournier en 1917 (*Mon encrier*, BQ, 2015).

« Comment s'étonner que les étudiants soient peu motivés à apprendre une langue qui joue aussi piteusement un rôle officiel dans la société québécoise ? » ajoutait Fernand Dumont en 1995. Comment, en effet, si la question n'est plus de savoir s'il est préférable de maîtriser ou non le français – tout le monde, au fond, même les rebelles du dimanche, sait bien que la maîtrise vaut mieux que la non-maîtrise et que les Québécois ont encore du travail à faire à cet égard –, mais s'il est souhaitable de continuer à vouloir un Québec français ?

Une mentalité de colonisé

En 1917, à Louvigny de Montigny qui déplore la piètre qualité du français parlé et écrit au Québec et qui incite ses compatriotes à un effort correctif, Jules Fournier répond que « le mal est ailleurs », dans une mentalité générale se complaisant dans « l'à peu près ». Pour expliquer ce relâchement qui nous caractérise, le journaliste avance quelques hypothèses plus ou moins convaincantes (le climat difficile, l'isolement des habitants, l'absence de service militaire, l'éducation dispensée par le clergé) et « notre éloignement de la mère-patrie ». Si nous étions restés des Français, en effet, au lieu de devenir des citoyens britanniques, notre rapport à la langue n'aurait certes pas été le même. Fournier, pourtant, sauf erreur, ne formule pas le mot qui fâche, celui de *colonisé*.

Hubert Aquin, en 1962, dans « La fatigue culturelle du Canada français » (dans *Blocs erratiques*, Typo, 1998), n'a pas ce scrupule et, pour cette raison, s'approche au plus près du cœur du problème de la langue au Québec. « Le Canada français, écrit-il dans un passage devenu célèbre, est en état de fatigue culturelle et, parce qu'il est invariablement fatigué, il devient fatigant. C'est un cercle vicieux. Il serait, sans doute, beaucoup plus reposant de cesser d'exister en tant que *culture spécifique* ; et de vendre une fois pour toutes notre âme au Canada anglais pour une bourse du Conseil des arts ou une réserve paisible sous la protection de la gendarmerie royale. Mais cette assomption culturelle n'est sans doute pas possible, étant donné l'imprévisible vouloir-vivre qui surgit épisodiquement, avec une puissance inégale, en chacun de nous. »

D'abord colonisés, comme Français, par le pouvoir britannique, ensuite colonisés, comme Canadiens français, par le pouvoir fédéral *canadian* – ça continue toujours – et aujourd'hui colonisés, comme presque tous les peuples, par la culture *mainstream* mondialisée, qui parle anglais et qui est le cheval de Troie du néolibéralisme planétaire, les Québécois sont condamnés, depuis l'origine, à exister en s'opposant, en se justifiant, ce qui ne peut qu'engendrer une fatigue existentielle les menant, à la longue, au refuge dans « l'à peu près », voire au reniement d'eux-mêmes. Qui a le goût de maîtriser, de parler même, une langue dépréciée ?

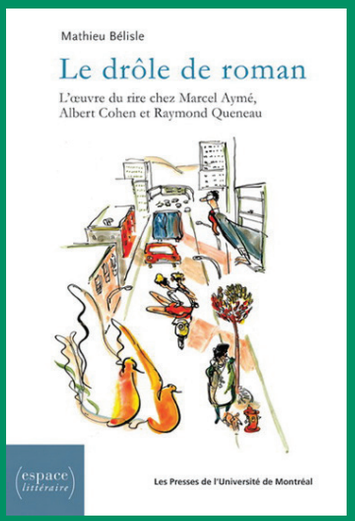
Pour sortir de notre infériorité, cessons de nous plaindre, soyons excellents et rendons-nous indispensables à ceux qui nous regardent de haut, disait déjà Pierre Elliott Trudeau en 1962. La leçon a été retenue. Les Québécois ont voulu se faire excellents en devenant bilingues, plus bilingues que tout le monde, en vouant un culte au bilinguisme, oubliant ainsi, comme le soulignait Jean Marcel en 1973, dans *Le joual de Troie* (BQ, 2008), que « de parfaits crétins parlent six ou sept langues, des génies n'en ont jamais manié qu'une seule : l'inverse est vrai et ne prouve rien ». Personnellement, je ne suis pas bilingue, mais j'ai lu, en français, la poésie de Raymond Carver et les nouvelles de Tchékhov au lieu d'écouter des séries en anglais sur Netflix. C'est qui, le cave ? me dis-je parfois en parlant comme un humoriste.

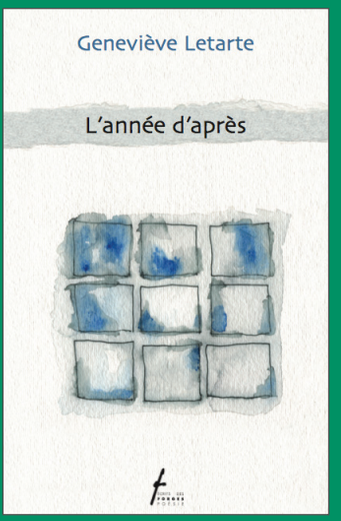
Se croyant plus fins que les autres, qu'ils voient paradoxalement, consciemment ou non, comme étant supérieurs au point de vouloir les singer, ces Québécois « ouverts » et « mondialisés », que même Jacques Parizeau encensait parfois, n'ont obtenu comme résultat que l'effacement d'eux-mêmes : puisqu'ils parlaient anglais, eux, pourquoi les autres auraient-ils fait l'effort de leur parler français ? Nous excellons, comme l'écrit Aquin, dans « l'art de la défaite ».

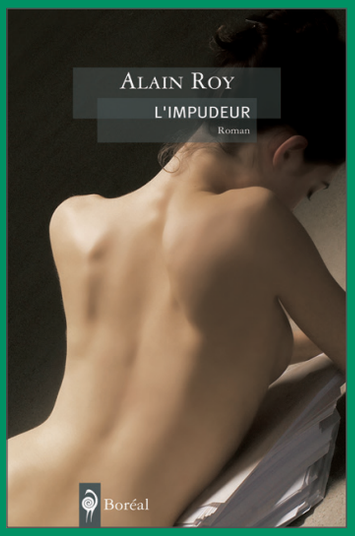
Dans ces conditions, si le français a survécu au Québec, nous le devons à ce qu'Aquin, dans l'extrait déjà cité, présente comme « l'imprévisible vouloir-vivre qui surgit épisodiquement, avec une puissance inégale, en chacun de nous ». Cet élan, porté à chaque génération, depuis plus de deux cent cinquante ans, avec plus ou moins de succès selon les époques, par quelques esprits souverains miraculeusement imperméables à la colonisation, a connu une magnifique poussée dans les années 1960-1970 sous l'impulsion de René Lévesque et des premières troupes péquistes.

« [René Lévesque] discourait en langue québécoise de ce temps-là, le *français de désir* – celui de la poésie québécoise jouant ses chances de génie, écrit somptueusement Jean Larose dans *Essais de littérature appliquée* (Boréal, 2015). Son énergie projetée, qui s'accordait aux règles de la langue tout en désaccordant sa tradition d'éloquence, réussissait magistralement à *faire désirer*. Elle était le désir fait parole de transformation – du Canadien français en Québécois. Du fait qu'un tel homme existait, on avait plus de plaisir à vivre ici. » Un désir de français, soudain, s'exprimait dans un « français de désir », invitant les Québécois à en finir avec la fatigue

Découvrez les auteurs de L'INCONVÉNIENT







pour, comme le suggérait Aquin, « répondre collectivement à une compétition collective ».

Or, pour se comporter souverainement, avec détermination, il faudrait déjà être souverain, ce que le Québec n'était pas et n'est toujours pas, lui dont la culture fatiguée, que Lévesque a voulu tonifier, « aspire à la fois à la force et au repos, à l'intensité existentielle et au suicide, à l'indépendance et à la dépendance », selon le diagnostic d'Aquin. Cet état, continue Jean Larose, explique que le projet de libération indépendantiste se soit dégradé en autosatisfaction nationaliste, entonnée sur l'air de « on est beau comme on est ». Les Québécois, en d'autres termes, ne sont pas sûrs de vouloir continuer à vivre en français, mais ils réclament le droit de parler et d'écrire leur langue n'importe comment, si ça leur chante. C'est logique, au fond : une langue incertaine s'accompagne, en effet, de règles à l'avenant.

Le ressort de la honte

Évaluer la qualité de la langue parlée et écrite au Québec est un exercice complexe. Entre hier et aujourd'hui, y a-t-il eu dégradation ? Avec les linguistes Marty Laforest (*États d'âme, états de langue*, Nota bene, 2007) et Anne-Marie Beaudoin-Bégin (*La langue rapaillée*, Somme toute, 2015), et fort de mon expérience de professeur de français au collégial depuis vingt-cinq ans, j'aurais tendance à croire que non. La démocratisation scolaire entreprise dans les années 1960 a tout de même eu des effets positifs à cet égard. Avec ces linguistes, encore, je refuse de condamner les variétés populaires du français et je leur reconnais une vraie valeur – en rappelant, au passage, que je suis l'auteur d'un pamphlet intitulé *Plaidoyer pour l'idéologie tabarnaco* (Balzac-LeGriot, 1997). Je constate toutefois, ce que Laforest et Beaudoin-Bégin ne font pas, que la maîtrise des variétés prestigieuses du français continue d'échapper à trop de Québécois et je postule que cette incompétence – d'autant plus inacceptable que nous avons, aujourd'hui, des moyens institutionnels de la surmonter que nos ancêtres n'avaient pas – témoigne d'une certaine misère.

Marty Laforest et Anne-Marie Beaudoin-Bégin nous incitent à ne pas avoir honte de notre français, aussi bon que celui d'hier et d'ailleurs. J'ai parfois la tentation de leur donner raison parce que je crains, comme elles, que les jugements portés sur notre langue aient pour effet de nous faire taire, ce qui serait un drame. Toutefois, je ne parviens pas à donner tort à Jean Larose qui, dans *Essais de littérature appliquée*, affirme que « la honte rend meilleur », en incitant à la lucidité et à l'effort pour en sortir vers le haut.

Alors non, je n'ai pas honte du français québécois, parce que je connais les obstacles qu'il a dû surmonter pour exister encore. Mais j'ai honte de l'indifférence de mes compatriotes envers lui, j'ai honte de leur fatigue qui se fait passer pour une force en embrassant l'anglais d'aéroport. Un français maîtrisé, de qualité, dans toutes ses variétés, ne peut exister que dans une société où le statut du français est prédominant, voire assuré.

La qualité de la langue, qui occupe presque toujours le premier rang dans les discussions sur le sujet linguistique au Québec, est donc tributaire de la place que cette langue occupe dans la société. Aussi, s'il faut défendre le français, et il le faut, c'est d'abord son statut qui doit être notre obsession. Le français vivra, au Québec, s'il est la langue – et non *une des langues* – de l'éducation, du travail, des loisirs, de la culture, de l'économie, de l'ouverture sur le monde, de la réussite, du bonheur, du plein épanouissement de l'être québécois, quoi !

Ceux que ne préoccupe pas la qualité du français au Québec m'inquiètent parce que leur indifférence à cet égard est le symptôme de leur décrochage quant à l'essentiel, c'est-à-dire, je me répète parce que c'est important, le statut du français au Québec. Je n'ai pas honte de leur français, j'ai honte de leur indifférence, mais je sais que, s'il leur arrivait enfin d'avoir un peu honte de leur français, ils comprendraient que leur apathie quant à son statut, illustrée en ouverture de cet essai et vécue comme un refuge contre la fatigue, les tue.

La leçon de Belleau

Que faut-il faire pour briser cette indifférence ? En 1983, dans « Pour un unilinguisme antinationaliste » (*Surprendre les voix*, Boréal compact, 2016), certainement un des essais les plus forts écrits sur le sujet, André Belleau formulait brillamment les raisons de la lutte.

On ne défend pas une langue parce qu'elle est belle, écrivait-il. Ce n'est certes pas parce que le français est plus élégant et plus noble que l'anglais qu'il faut le défendre au Québec. Toutes les langues ont des vertus ; le problème n'est pas là. « Ce qu'il faudrait faire comprendre au peuple québécois, avançait Belleau, c'est que nous devrions avoir exactement la même politique linguistique quelle que soit la langue. »

On ne défend pas plus une langue avec une « approche muséologique », en plaidant qu'il importe de protéger une chose fragile, comme une espèce animale menacée d'extinction. « Mieux vaut disparaître que vivre ainsi, notait Belleau. Mieux vaut changer de langue et vivre en liberté que survivre dans une sorte de "Parc national linguistique". »

Le cœur de l'enjeu, établissait le sémioticien, concerne le langage. En linguistique, on définit le langage comme la capacité humaine de s'exprimer par des signes verbaux. Cette faculté, pour devenir effective, doit passer par une langue. « Le drame, donc, c'est que si l'on s'attaque à la langue d'un peuple en la refoulant, la dédaignant, on s'attaque à la faculté même de langage, on risque de mutiler et de diminuer la qualité humaine des individus de la communauté. Les hommes qui voient leur langue méprisée ne parlent tout simplement pas. Ce sont des silencieux. Le silence de l'humiliation », écrivait Belleau dans un lumineux développement.

Infériorisier une langue, c'est mépriser, écraser ceux qui la parlent en leur refusant l'exercice d'une fonction humaine fondamentale. Un individu peut, non sans blesser son être intime, changer de langue pour se sortir d'une telle situation. Mais pour une collectivité de millions d'habitants réunis sur un même territoire, l'opération est impossible, constatait Belleau, d'accord en cela avec Aquin.

Défendre le français, pour nous, Québécois, devrait donc signifier non pas, à la manière nationaliste naïve, défendre notre différence, notre diversité, mais plutôt défendre notre droit à une humanité pleine et entière. Il ne s'agit pas de défendre le français pour le français – nous parlerions tagalog que l'enjeu serait le même –, mais le français comme nécessité pour incarner notre droit au langage. « Pour nous, résumait Belleau dans une retentissante et profonde formule, ne pas parler français, cela veut dire ne pas parler du tout. Nous n'avons pas besoin de parler français, nous avons besoin du français pour parler. » Certains ont compris que Belleau disait que la langue choisie importait peu. Il dit le contraire : sans le français, les Québécois sont condamnés au silence.

Ailleurs, continuait le sémioticien, la force des choses, le poids du nombre ont imposé un monolinguisme de fait. Pour vivre en Alberta, à Toronto ou à Detroit, il faut parler anglais. Pour parvenir au même résultat, le Québec est obligé de faire « intervenir de façon *plus manifeste* les leviers de l'État », en promulguant des lois linguistiques. Il n'y a rien là de honteux ou de condamnable. « Le peuple québécois, concluait Belleau, a droit au langage et à l'environnement de langage que cela implique. Il n'a pas à se justifier ni à s'excuser. » Moi, je veux lutter sans relâche pour le français, c'est-à-dire pour mon droit au langage, mais combien serons-nous dans cette troupe qui devra en être une de choc pour réussir ?

Je discute souvent de cette affaire vitale avec mon jeune frère, tout aussi préoccupé que moi par la fatigue culturelle des Québécois. Pessimiste, il voit l'avenir en noir. De tempérament plus optimiste, je lui rappelle alors que, à certaines périodes de notre histoire, la situation du français et l'élan national ont été en plus fâcheuse posture qu'aujourd'hui et que notre « imprévisible vouloir-vivre » (Aquin) nous a permis de survivre. J'espère un nouveau sursaut, quoi ! Un doute, cependant, m'assaille.

Avant aussi, dans notre histoire, le français a été bafoué et l'anglais a été objet de désir, symbole du pouvoir à rejoindre. D'accord, me dis-je alors, mais c'était avant, justement, avant la prise de conscience libératrice des années 1960-1970. Là, nous sommes après ; peut-être sommes-nous forcés de conclure, en tremblant, en pleurant, que cette prise de conscience sera restée sans effet durable. Avant, nous subissions le mépris de notre culture et de notre langue. Après, nous le choisissons.

Faut-il lutter pour le français ? Bien sûr que oui, si on veut qu'il vive, et nous qui le parlons avec lui. Mais qui le veut ? ■